

langue parlée dans les prétoires ou à l'instruction, et qui pose problème dans ce pays d'oc où la langue française n'est pas utilisée quotidiennement: « les hommes de loi subalternes qui notaient les propos étaient bilingues et transcrivaient sans aucun effort conscient ». Il faut dès maintenant (et en attendant les prochains travaux du même historien) retenir ses conclusions, sur l'existence d'une contestation rurale, d'une résistance durable et prudente — en face des autorités citadines — de la part d'une société formaliste et fort attachée à ses rites culturels.

Une telle étude faite de lente exploration à travers les affrontements sociaux et culturels que révèle le matériau judiciaire est d'une qualité très supérieure aux inventaires statistiques trop rondement menés par des étudiants aux tâches parcellisées, et commentés avec quelque légèreté: le texte de M<sup>lle</sup> Yvonne Bongert sur la délinquance juvénile au XVIII<sup>e</sup> siècle fourmille de jugements de valeur qui révèlent une conception quelque peu dépassée de la recherche historique. Le gros travail collectif signé d'un nom imaginaire (Porphyre Petrovitch) souffre d'un traitement non critique des chiffres, tableaux et graphiques échafaudés à partir des sondages confiés aux différentes équipes de chercheurs: deux exemples suffiront à le montrer. La répartition géographique des accusés, cartographiée face à la page 248, n'est pas présentée avec rigueur, puisqu'elle ne situe que la moitié de l'effectif (environ 250 sur plus de 500 accusés), et l'interprétation qui en est donnée est fautive: la carte récapitulative montre bien que la part des faubourgs n'est pas aussi négligeable que le texte l'affirme (notamment le faubourg Saint-Antoine). Quelques pages plus loin, p. 253, la représentation graphique de la répartition socio-professionnelle des victimes est trop visiblement faussée, pour les victimes, par le grossissement de la catégorie « divers » de 1775 à 1785, — pour que le lecteur puisse accepter les conclusions du commentateur sur la régression de la catégorie compagnons, garçons de boutique, revendeuses (il y aurait d'ailleurs une lourde réserve à faire sur le classement des revendeuses avec les compagnons, alors qu'au début de l'article, les auteurs ont insisté sur le rôle d'auxiliaire de police tenu par ces femmes). Aussi bien le lecteur accueille-t-il avec quelque scepticisme les « réflexions finales » prétendant séparer de façon radicale « zones criminogènes » et foyers d'agitation révolutionnaire dans le Paris de 1789.

R. MANDROU,

L'École pratique des Hautes Études, Paris.

\* \* \*

GUY DHOQUOIS. — *Pour l'histoire (sociologie historique)*, Paris, 1971, 334 pp.

Le livre de Guy Dhoquois doit être lu comme une tentative pour redéfinir l'histoire suivant une relecture pertinente du marxisme, dévoyé ou perverti par les commentateurs comme par les politiques qui s'en réclament: l'auteur ne dissimule pas ses grandes ambitions dans une introduction lourde

de citations et de mises au point critiques; « il n'y a d'histoire que des modes de production », indique-t-il pour éclairer son projet; son livre est une présentation d'une périodisation de l'évolution humaine conforme à cette formule.

Trois parties inégales pour décrire cette spirale qui part d'un communisme primitif assez indéfinissable et doit s'achever dans un communisme nouveau qui n'est pas encore réalisé: le mode de production asiatique a une place d'honneur, immédiatement après l'évocation de ce premier communisme; l'auteur a lu Wittfogel et toutes les polémiques des années trente autour de ce fameux mode de production si difficile à cerner dans sa « pureté » — autrement dit si riche de variantes diverses; mais il n'importe, le guide marche d'un pas assuré, renvoie en notes ses remarques acerbes sur tel ou tel auteur, et multiplie les distinctions comparatives. Le mode de production esclavagiste-féodal n'est pas aussi bien traité: une trentaine de pages (au lieu de soixante) et le minimum de références aux historiens: Finley, Marc Bloch par exemple. Même la phase transitoire du féodalisme au capitalisme en Europe occidentale du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle n'a pas retenu beaucoup la plume de l'auteur; même les révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Par contre la part du lion est faite aux capitalismes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles: la démonstration se fait quantifiée (sur des exemples totalement abstraits d'ailleurs) et surtout l'auteur s'acharne à démontrer que le capitalisme d'État (qui est institué en Europe orientale) n'est qu'une variante du capitalisme occidental, en pleine crise de néo-impérialisme. Des équations, des graphiques à flèches, aident le lecteur à suivre la démonstration dans ses méandres. L'ouvrage se termine par une longue conclusion intitulée la fin de la pré-histoire, méditation combative sur le vocabulaire marxiste: modes et rapports de production, classes et luttes de classe, structures et dialectiques, qui s'achève par un hommage à la Commune de Paris, « prototype de toutes les Révolutions prolétariennes ».

C'est un livre à lire assurément: quiconque veut saisir la complexité des affrontements entre marxistes de toutes obédiences y trouve matière à réflexion pour comprendre certaines façons de concevoir et d'écrire l'histoire aujourd'hui; c'est un livre qui donne à rêver, car il n'est pratiquement pas question en ces trois cents pages de rapports sociaux saisis dans toute leur complexité; point question de culture: tout au plus d'idéologie. Ce qui est de lourde signification.

R. MANDROU.

\* \* \*

JEAN-PIERRE GUTTON. — *La société et les pauvres. L'exemple de la généralité de Lyon (1534-1789)*, Paris, 1971, 504 pp.

Ce livre présente le fruit d'une inlassable investigation à travers les archives hospitalières, les Bibliothèques municipales et les Archives départementales du Rhône et de la Loire, à la recherche des miséreux, vagabonds, pauvres honteux, mendiants et brigands qui ont constitué la « populace »